

[Text]

There is also, as a follow-up to these federal-provincial discussions and agreements, the development of aquaculture co-ordinating committees, hopefully in each province, which will be a source of information. So there have been a lot of resource surveys to find areas suitable for a whole variety of species, by us and by the provinces. I believe this is the type of information you were talking about.

Mr. Binns: Right. Maybe it is unfair to ask this type of question, but in Prince Edward Island, for instance, would your offices have . . . ? Let us look for one opportunity that we now are not taking advantage of. Is there something that is glaringly obvious we are not doing that we could do to enhance the fishery in our province?

Dr. Muir: I guess one of the glaring problems is capital for the investment. We do have an aquaculture co-ordinator in each region. If a person interested wanted to get information, that is one source. We have been concentrating our work on the rearing, the genetics, disease problems, and nutrition. This is available to people.

Many of the problems, of course, in the Gulf in general and Prince Edward Island is the winter situation. One has to go to species or situations where you can avoid the ice problem in the winter. So you are looking at cages that can be sunk and species that can withstand being under the ice for the winter. But we have for years ourselves, and working with the province, been doing work on oysters, for example, and other shellfish. We have been doing work, and again so has the province, on salmon in the Island waters. So a fair amount of information is now available on what will work or will not work.

I think what it really needs now is for the entrepreneurs to come in and work with that knowledge base and to identify further problems for us. I think we have to find out, through the users, what problems they are encountering and we can do further research on it. We are also, of course, fairly reasonably well plugged into aquaculture in other parts of the world and the technology that is being used there has been at least inventoried. Information is available to operators.

Mr. Binns: The reason I ask is that I think maybe for the first time we do have a pool of money available to Atlantic Canada in the Atlantic Enterprise Program, \$1 billion worth of funding which is guaranteed, at least up to 80% of the loan would be guaranteed by the federal government at a reduced interest rate or a 6% reduction in the interest rate. That may well provide the capital that has not previously been available to entrepreneurs to do this kind of thing.

So I guess what I am asking is what possibilities might be there. I suppose there is all kinds of information in the libraries

[Translation]

renseignements sur les espèces appropriées pour divers emplacements.

Comme suivi des discussions et des accords entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, des comités de coordination de l'aquaculture doivent être formés, de préférence dans chaque province. Ces comités seront de véritables sources d'information. Ottawa et les provinces ont donc fait de nombreuses études dans le but de trouver des emplacements appropriés pour une grande variété d'espèces. Je crois que vous parliez de ce genre d'information.

M. Binns: C'est exact. Je crois qu'il n'est pas juste de poser ce genre de question, mais dans l'Île-du-Prince-Édouard, par exemple, est-ce que vos bureaux auraient . . . ? Y a-t-il une seule occasion dont nous ne tirons pas parti actuellement? Est-il manifestement évident que nous ne faisons pas quelque chose qui permettrait d'accroître les activités de la pêche dans notre province?

M. Muir: J'imagine que l'un des problèmes manifestes est le capital requis pour les investissements. Il n'y a pas de coordonnateur de l'aquaculture dans chaque région. Pour obtenir des renseignements, on peut s'adresser aux comités de coordination. Nos travaux portent essentiellement sur des problèmes d'élevage, de génétique, de maladie et de nutrition. Nos résultats sont mis à la disposition du public.

Dans l'Île-du-Prince-Édouard et dans le golfe en général, de nombreux problèmes se posent durant la saison hivernale. En hiver, on ne peut aborder les espèces ou supporter les situations que si le problème de la glace peut être évité. On ne peut immerger que des cages contenant des espèces pouvant survivre sous la glace en hiver. Durant des années, nous avons étudié nous-mêmes et de concert avec la province les huîtres, par exemple, et d'autres coquillages. Nous avons également étudié, et la province aussi, l'élevage du saumon dans les eaux de l'île. Les informations ainsi recueillies permettent d'avoir une idée de ce qui marchera et de ce qui ne marchera pas.

Je crois que les entrepreneurs doivent venir maintenant travailler avec nos données de base et identifier d'autres problèmes que nous pourrions étudier. Je crois, en effet, que les utilisateurs doivent nous communiquer leurs difficultés, afin que nous puissions faire des recherches à leur sujet. Nous sommes, naturellement, assez bien informés au sujet de l'aquaculture pratiquée dans les autres pays. Les technologies étrangères sont en tout cas inventoriées. Cette information est mise à la disposition des opérateurs.

M. Binns: Si j'ai posé cette question, c'est que je crois que pour la première fois, nous avons des fonds disponibles pour la région atlantique du Canada. Le programme des entreprises dans cette région est, en effet, soutenu par un financement garanti de 1 milliard de dollars. Jusqu'à au moins 80 p. 100 du prêt serait garanti par le gouvernement fédéral à un taux d'intérêt réduit où il y aurait une réduction de 6 p. 100 du taux d'intérêt normal. Cela permettrait d'avoir le capital que les entrepreneurs n'ont pas pu obtenir précédemment pour faire ce genre de chose.

Donc, j'aimerais connaître les possibilités de développement. Je suppose que ce genre d'information peut se trouver dans les